

## MILA

# Le docteur Acheuk à la tête de la Cwisel

Accompagné du wali et du P/APW de Mila, le membre de la Commission nationale de surveillance des élections législatives du 17 mai prochain, en l'occurrence M. Seddiki Mohamed (AHD 54), a procédé à l'installation de la commission de wilaya (Cwisel). 21 représentants de partis, sur les 23 en lice à Mila, ont été installés officiellement comme membres de cette commission et, à leur tour, ils ont proposé trois noms de personnalités non partisans pour présider aux destinées de cette commission.

Et c'est sans surprise qu'a été plébiscité par une écrasante majorité de voix le docteur Acheuk Youcef Chawki, directeur de la Cnas de Mila, un homme aux compétences avérées et aux qualités humaines et scientifiques indiscutables, et c'est tant mieux pour la crédibilité de cette commission et des prochaines élections



d'une manière générale, qui en ont tant besoin.

Après la prise de fonctions officielle de tous les membres, ce lundi, et la proposition d'un programme de travail, la Cwisel s'est attelée à l'installation des 32 commissions communales, opération qui doit être achevée avant le lance-

ment de la campagne électorale, prévue pour jeudi 26 avril. A signaler que la Cwisel de Mila a été installée dans les bureaux flambant neuf de l'administration de la Maison de la culture, joutant le siège de la wilaya. Le wali, M. Djamel-Eddine Salhi, a promis, lors de son

intervention, de ne ménager aucun effort, en mettant à la disposition de cette commission tous les moyens nécessaires dont elle va avoir besoin pour le bon accomplissement de sa mission, et ce, dans la mesure des possibilités offertes.

A. Mhaïmoud

## M'SILA

## 18 employés de la Cnas limogés pour détournement de 8 millions de dinars

La direction de la Cnas de M'sila a procédé mercredi dernier à la suspension de 18 fonctionnaires exerçant dans le centre de prestation (CP) situé sur la route de Bordj-Bou-Arréridj, pour faux et usage de faux et trafic d'ordonnances, nous dit-on.

Selon la déclaration de quelques employés suspendus, très étonnés, cette décision est tombée tel un couperet notamment pour les chefs de famille.

Il s'agit de deux éléments du service de comptabilité de cinq liquidateurs, trois vérificateurs. On nous a même signalé la suspension d'un médecin et d'autres employés qui ont reçu leurs décisions sans préavis ni motif de leur limogeage conservatoire. Selon quelques-uns que nous avons contactés, le montant de cette forfaiture a atteint 8 millions de dinars empochés par des agents de la Cnas avec la complicité de la banque où il a été présenté des

chèques au nom des assurés allant de 800 000 à 120 000 DA pour un seul chèque.

Il est à rappeler que l'agence de M'sila a enclenché une enquête

depuis neuf mois sur ordre de la direction générale à l'encontre de 60 employés pour avoir détourné 23 milliards de centimes.

A. Laïdi

## SKIKDA

## Lancement des travaux de réalisation d'une école datant de 1994

Les travaux de réalisation d'une école primaire de six classes ont été lancés, au niveau des hauteurs de la cité de Bordj Ahmam, dans la wilaya de Skikda. Le fait paraît banal en lui-même. Sauf que l'opération a été inscrite en... 1994 ! Treize ans après, les instances de wilaya ont procédé à sa réévaluation à 2,6 milliards de centimes.

Le deuxième défi lancé est de réceptionner ce groupement scolaire à la prochaine rentrée scolaire, et ce, afin de transférer l'école de Ben Badis qui jouxte la wilaya et la remplacer par des services relevant du siège de cette dernière.

Zaïd Zoheir

## ANNABA

## APW

## Le casse-tête du foncier

En plus des dossiers de développement et des activités de la wilaya, la session de l'APW de Annaba, tenue samedi dernier, a eu à débattre du volet investissement qui, il faut l'avouer, n'a pas vraiment décollé au vu des problèmes auxquels il est confronté.

En 2005 déjà, lors d'une des sessions, le problème avait été soulevé par les élus qui reprochaient au Calpi sa lenteur quant au traitement des dossiers d'investissement, lenteur qui avait entraîné des retards dans la concrétisation de 1515 projets. Les recommandations faites par l'APW avaient été suivies plus tard et la situation s'est nettement améliorée. Le problème est tout autre aujourd'hui, le président de la commission économique et financière déclarera que c'est surtout le foncier qui bloque l'investissement malgré les réticences des banques à accorder les crédits nécessaires à la réalisation des projets approuvés.

C'est un véritable casse-tête puisque presque toutes les assiettes foncières sont déjà prises et il faudrait réfléchir pour créer une autre zone d'activités pour pouvoir satisfaire tous les investisseurs. Ainsi et selon nos informations, dans le quartier Sidi Brahim, 40 hectares seront dégagés pour être attribués suivant un cahier des charges dont les conditions seront respectées à la lettre par l'investisseur qui fera l'objet d'un contrôle permanent de la part de l'administration. Sur un autre plan, l'assainissement du foncier industriel a abouti à la récupération de 22 lots de terrain situés dans les zones industrielles et d'activités commerciales dont les attributaires n'ont pas réalisés les projets pour lesquels les terrains qu'ils occupent avaient été affectés. 122 autres sont poursuivis en justice pour les mêmes griefs et l'agence foncière compte récupérer lesdits terrains pour les mettre à la disposition des investisseurs. Pour rappel, sur 1 200 projets d'investissement dans divers secteurs, le Calpi a donné son accord pour 464 dossiers créant ainsi 19 emplois permanents.

M. Rahmani

## ELECTIONS LEGISLATIVES

## Campagne avant l'heure

L'approche des élections législatives a boosté l'activité partisane avant le lancement officiel de la campagne électorale. Des permanences sont ouvertes par des formations politiques qui n'ont jamais activé auparavant, des indépendants ont déjà accroché des banderoles avec des portraits géants du candidat tête de liste et la rumeur fait son bonhomme de chemin.

Des contacts sont pris avec les associations professionnelles et les ligues de quartier pour promettre monts et merveilles ; la surenchère est de mise et chacun y va à sa manière pour ratisser large. Les partis politiques, bien assis à Annaba, comptent sur leurs militants habitant les quartiers populaires pour convaincre leurs voisins et leurs connaissances de voter pour leurs candidats. FLN, RND et MSP rivalisent d'ardeur pour se placer et se présenter comme les meilleurs choix possibles parmi la multitude de candidats qui se bousculent pour prétendre au fauteuil de député. Le citoyen, lui, observe avec circonspection cette faune politique qui s'agite, qui lui fait la cour et qui voudrait entrer dans ses grâces.

L'expérience des dernières législatures a laissé un arrière-goût d'amertume et il n'est plus facile comme auparavant de convaincre l'électeur et l'amener à adopter telle ou telle formation, encore moins une candidature indépendante. "On ne voit ces gens-là qu'à l'approche des élections ; une fois élus, ils disparaissent dans la nature. On ne marche plus !" nous confie un citoyen blasé.

M. R.